

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 FÉVRIER 1902.

Budget du Ministère des Finances et des Travaux publics pour l'exercice 1902 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. LEFEBVRE.

MESSIEURS,

Les crédits alloués en 1901 pour le budget des finances et des travaux publics s'élèvent à 34,742,345 francs.

Le projet de budget pour l'exercice 1902 prévoit des dépenses à concurrence de 34,498,820 francs.

Il y a donc une diminution de dépenses de 243.525 francs pour 1902.

En 1901, le chiffre de 34,742,345 francs se décompose comme suit :

Dépenses ordinaires	fr. 51.512.345	»
Dépenses extraordinaires	3,230,000	»

En 1902, le chiffre de 34.498,820 francs, comporte :

Dépenses ordinaires	fr. 51.722,820	»
Dépenses extraordinaires	2,776,000	»

Les dépenses ordinaires prévues pour l'exercice 1902, comportent donc une augmentation sur l'exercice précédent de 210,475 francs, tandis que les dépenses extraordinaires subissent une diminution de 454,000 francs.

Le Gouvernement justifie dans l'exposé des motifs du budget pour 1902, l'accroissement des dépenses ordinaires ; comme les motifs invoqués par lui n'ont soulevé aucune critique au sein des sections, ni de la section centrale, il nous a semblé inutile de les reproduire ici.

(1) Budget, n° 4, XII.

(2) La section centrale, *présidée* par M. HEYNEN, était composée de MM. FÉRON, HELLEPUTTE, VISART DE BOCARME, WAROCQUÉ, DE BRUYN et LEFEBVRE.

EXAMEN DU BUDGET AU SEIN DES SECTIONS.

La discussion du Budget des Finances et des Travaux publics dans les sections, à en juger par les procès-verbaux de celles-ci, a été très écourtée et les membres qui y ont pris part, n'ont fait que poser un certain nombre de questions, qui ont fait l'objet de l'examen de la section centrale.

La 1^{re} section a adopté le budget par 12 oui et 2 abstentions ;

La 2^{me} section par 10 oui contre 2 non et 2 abstentions ;

La 3^{me} section à l'unanimité moins 1 abstention ;

La 4^{me} section par 10 voix contre 1 non et 3 abstentions ;

La 5^{me} section à l'unanimité moins 1 abstention ;

La 6^{me} section par 9 voix contre 4 non.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

La section centrale a reçu, par l'entremise de M. le Président de la Chambre, la lettre suivante de M. le Ministre des Finances et des Travaux publics :

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES
TRAVAUX PUBLICS.

Bruxelles, 22 janvier 1902.

*A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants,
à Bruxelles.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser une note relative à deux amendements à apporter au projet de Budget du Ministère des Finances et des Travaux publics pour l'exercice 1902.

En suite de ces amendements le dit projet de budget est fixé :

1° Pour les dépenses ordinaires à	fr. 31,726,230
2° Pour les dépenses exceptionnelles à	2,776.000
Ensemble.	fr. 34,502,320

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre,

(Signé :) P. DE SMET DE NAEYER.

Cette lettre était suivie de la note suivante :

NOTE.

AMENDEMENTS.

1^{re} Section. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE II.

ADMINISTRATION DE LA TRÉSORERIE ET DE LA DETTE PUBLIQUE DANS LES PRO- VINCES.

ART. 9. — *Traitements d'activité
et de disponibilité des agents du Tré-
sor* fr. 177,200

ART. 10. — *Frais de bureau, de
commis, de loyer, etc., des agents
du Trésor* fr. 58,800

1^{ste} Sectie. — Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK II.

BESTUUR DER THESAURIE EN DER OPENBARE SCHULD IN DE PROVINCIEËN.

ART. 9. — *Jaarwedde van de in
dienst zijnde en in beschikbaarheid
gestelde agenten der Schatkist,*
fr. 177,200

ART. 10. — *Bureel-, klerk-, huur-
kosten, enz., der agenten der Schat-
kist* fr. 58,800

Ces crédits présentent respectivement une augmentation de 2,000 francs et de 1,500 francs comparativement aux chiffres prévus au projet de budget.

Les augmentations ainsi sollicitées résultent de l'arrêté royal du 2 décembre 1901, transformant en agence effective de 4^e classe l'agence du Trésor mixte de Saint-Nicolas, et en outre, en ce qui concerne l'article 10, de la nécessité d'augmenter l'indemnité accordée à l'agent du Trésor à Louvain, à titre de frais de bureau. Le crédit de l'article 10 comprend une légère réserve, 200 francs, pour les besoins éventuels.

La section centrale, ayant pris connaissance des motifs invoqués en faveur de ces amendements, les a admis comme fondés et en propose l'adoption par la Chambre.

Elle constate qu'à la suite de ces amendements les dépenses ordinaires du budget pour 1902 sont portées à 31,726,320 francs et que l'ensemble du budget ainsi amendé s'élève à 34,502,320 francs, soit une augmentation de 3,500 francs sur les chiffres du budget primitif.

La section centrale s'est occupée ensuite de l'examen des questions soulevées par les sections et les a classées selon qu'elles se rattachent au budget des Finances proprement dit ou au budget des Travaux publics.

A. — *Budget des Finances.*

I.

Un membre de la 1^{re} section demande que le service des douanes facilite l'entrée des produits de leur terre aux habitants de la zone frontrière. Cette question, qui intéresse beaucoup les cultivateurs belges qui habitent sur les frontières du pays et qui cultivent des terres situées sur le territoire d'un des pays voisins, a déjà été soumise à différentes reprises au Gouvernement.

Aussi la section centrale ne doute pas que celui-ci s'en soit préoccupé et elle se joint à l'honorable membre de la 1^{re} section, qui a cru devoir la rappeler, aux fins d'obtenir une solution qui puisse satisfaire les intéressés.

II.

La question de la péréquation cadastrale a été soulevée au sein de la 2^e et de la 3^e section. Les différents membres qui s'en sont occupés ont désiré surtout connaître le degré d'avancement des travaux de la péréquation cadastrale et le coût de celle-ci. La section centrale pour répondre à ce désir, a posé au Gouvernement les questions suivantes, que nous insérons avec les réponses qui y ont été données :

1^{re} QUESTION.

La péréquation cadastrale de la propriété bâtie est-elle près d'être terminée ?

Est-elle commencée déjà pour les bâtiments industriels ?

RÉPONSE.

La revision des évaluations cadastrales des maisons et des bâtiments y assimilés est terminée

Le même travail sera entrepris très prochainement pour les bâtiments industriels.

2^e QUESTION.

A combien s'élèvent les dépenses de la péréquation cadastrale et quel a été l'emploi de, crédits inscrits au budget depuis 1894 ?

RÉPONSE.

Les sommes dépensées pour la péréquation s'élevaient, au 30 novembre 1901, à fr. 1,928,446-70.

Les crédits portés aux budgets de 1894 et 1895 ont été affectés aux dépenses occasionnées par la régularisation des documents du cadastre

Ceux figurant aux budgets de 1896 à 1901, ont servi à rémunérer les travaux résultant des nouvelles évaluations cadastrales des propriétés bâties.

Quant au crédit inscrit au budget de 1902, il est destiné à faire face aux dépenses auxquelles donnera lieu la revision des revenus des usines, fabriques, etc., ainsi que des revenus des terrains incultes mis en valeur depuis l'établissement du cadastre.

Il résulte de la réponse du Gouvernement aux deux questions posées ci-dessus, que la dépense de la péréquation cadastrale s'élevait, au 30 novembre 1901, à fr. 1,928,446-70.

Voici, du reste, un tableau indiquant les crédits votés par la Législature depuis 1894 pour le travail de la péréquation cadastrale et, en regard de ces crédits, les dépenses faites sur chacun de ceux-ci :

	Crédit voté.	Dépenses faites.
Budget de 1894, régularisation des documents du cadastre. fr.	150,000 »	90,227 73
— de 1895, —	300,000 »	271,933 13
— de 1896, revision des évaluations cadastrales	1,500,000 »	557,745 77
— de 1897, —	1,500,000 »	793,876 06
— de 1898, —	1,500,000 »	97,991 98
— de 1899, —	700,000 »	107,549 37
— de 1900, —	700,000 »	170,681 52
— de 1901, —	500,000 »	41,013 70
	Fr.	1,931,021 26

Les dépenses renseignées dans le tableau ci-dessus sont supérieures de fr. 2,574-56 aux dépenses indiquées dans la réponse du Gouvernement, mais cette différence résulte de ce que les dépenses indiquées au tableau sont celles qui ont été constatées à la date du 31 décembre 1901, tandis que les dépenses indiquées dans la réponse de M. le Ministre des Finances étaient celles qui ont été arrêtés au 30 novembre 1901.

La régularisation des documents du cadastre et de la revision cadastrale de la propriété bâtie, à l'exception de la revision des évaluations cadastrales des usines, fabriques, etc., coûtera à l'État, ainsi que l'indique la réponse du Gouvernement, une somme d'environ 2,000,000 de francs.

La section centrale constate avec satisfaction que le travail de la revision des évaluations cadastrales des maisons et des bâtiments y assimilés est terminé et que très prochainement le même travail sera entrepris pour les bâtiments industriels.

La réponse aux questions posées au Gouvernement ont amené la section centrale à s'occuper de quelques autres points qui concernent la revision cadastrale.

Tout d'abord, elle croit devoir rappeler au Gouvernement la promesse, à différentes reprises faite par lui, de déposer un projet de loi organique de la contribution foncière et qui contiendra une disposition aux termes de laquelle tout propriétaire, qui se croira surtaxé, pourra, dans des conditions à déterminer, réclamer périodiquement la revision de l'évaluation cadastrale de ses propriétés.

Cette loi est indispensable. Si d'une part, en effet, le Gouvernement annonce l'intention de faire effectuer l'évaluation des parcelles cadastrées à l'origine comme bruyères, terres vaines et vagues, terrains incultes, etc.,

transformées aujourd'hui en terres arables, prairies, bois ou autrement mises en valeur, il n'est que juste de permettre aux propriétaires, qui ont dû changer la destination de terres arables en bois, de bois en prairies, etc., et qui en ont vu diminuer le revenu, de réclamer l'évaluation des parcelles surtaxées.

Du reste, le droit de réclamer la revision des évaluations devrait appartenir au fisc tout comme au propriétaire intéressé.

Il entre dans les intentions du Gouvernement de faire procéder à la revision des propriétés non bâties qui ont été mises en valeur. Il importe, cependant, d'appeler l'attention de M. le Ministre des Finances sur ce point : c'est que cette mise en valeur a souvent eu lieu au prix de grands sacrifices, qu'il y a lieu de tenir compte de ces sacrifices en ne grevant pas ces propriétés de charges trop grandes. Si le fisc procédait immédiatement à une évaluation cadastrale prenant pour base le revenu réel de la propriété, sans tenir compte des sacrifices que se sont imposés les propriétaires ou les occupants, les impôts qui frapperaient la propriété seraient assurément fort lourds. Aussi la section centrale estime qu'il y a lieu de tenir compte de cette situation par exemple et elle verrait avec faveur introduire dans la loi une disposition qui limite au quintuple du revenu cadastral actuel le revenu cadastral nouveau des propriétés dont la mise en valeur aura augmenté le revenu réel.

La section centrale s'est préoccupée aussi de la façon d'estimer le revenu cadastral de la propriété boisée et a voulu connaître à cet égard l'avis du Gouvernement. Elle lui a donc posé la question suivante :

5 QUESTION.

Quelles sont les bases d'estimation pour le revenu cadastral des propriétés boisées ?

RÉPONSE.

Lors des opérations cadastrales primitives, l'évaluation des bois en coupes réglées a été faite d'après le prix moyen de leurs coupes annuelles, sous déduction des frais d'entretien, de garde et de repeuplement, et l'évaluation des bois non en coupes réglées, d'après leur comparaison avec les autres bois de la commune ou du canton. (Art. 67 et 68 de la loi du 3 frimaire an VII.)

La nouvelle évaluation des propriétés boisées sera faite d'après le prix normal actuel de leurs coupes ordinaires annuelles, sous déduction des frais de garde, d'entretien et de repeuplement. Il sera tenu compte, en outre, de ce que ce prix de vente doit être considéré comme représentant des revenus annuels accumulés pendant la durée de la révolution de l'exploitation. (15, 20, 25, 30 ans ou plus.)

Des membres de la section centrale se sont demandés si le mode d'évaluation adopté par le Gouvernement était bien le meilleur. Ils disent que dans bien des cas, pour éviter un impôt trop élevé, les propriétaires feront disparaître des bois de grande valeur et supprimeront les coupes régulières et annuelles. Ils allèguent qu'en prenant pour base la valeur qui se trouve sur place, les taillis, les futaies, les arbres etc., on arrive à un capital élevé représentant dès lors aussi un revenu considérable et dans ce cas l'importance de l'impôt amènera les propriétaires à se défaire des bois.

Ils estiment qu'il est préférable de prendre pour base de revenu cadastral la productivité du sol, non pas naturelle, mais telle qu'elle résulte des améliorations faites pour en augmenter le rendement.

La section centrale soumet ces observations à la bienveillante attention de M. le Ministre des Finances.

III.

A la 3^{me} section, un membre a demandé que le Gouvernement fournisse un état nominatif des fonctionnaires et des officiers pensionnés, qui, en sus de leur pension, reçoivent un traitement, une indemnité ou une rétribution à charge du budget.

Cette question a été posée par la section centrale et voici la réponse du Gouvernement :

4^e QUESTION.

Le Gouvernement pourrait-il fournir un état nominatif des fonctionnaires et des officiers pensionnés, qui, en sus de leur pension, reçoivent un traitement, une indemnité ou une rétribution à charge du budget.

RÉPONSE.

Le Département des finances et des travaux publics ne possède pas les éléments nécessaires pour former cet état nominatif : l'Administration de la dette publique ignore quelle est, en dehors de la jouissance d'une pension, la situation des fonctionnaires et des officiers retraités. Le nombre de ceux qui reçoivent à charge du budget un traitement, une indemnité ou une autre rétribution n'est certainement pas bien considérable, mais pour en dresser la liste il faudrait s'adresser à toutes les administrations qui peuvent être dans le cas d'employer, à un titre quelconque, des pensionnaires de l'État. Cette enquête pourrait être faite sans doute si la Chambre en manifestait le désir, mais elle prendrait un temps assez long et on ne voit pas bien par quel intérêt public se justifierait un semblable travail ni quelle serait son utilité pratique.

IV.

La question de la dénaturation de l'alcool a été soulevée à la 3^e section et reprise par la section centrale.

La question suivante a été posée à M. le Ministre des Finances.

5^e QUESTION.

Où en sont les études pour la dénaturation de l'alcool.

RÉPONSE.

L'autorisation de faire usage d'alcool dénaturé, avec exemption partielle ou totale de l'accise, a été accordée, sauf de très rares exceptions, aux industriels qui en ont fait la demande.

La question de la dénaturation des alcools destinés au chauffage et à l'éclairage n'a pas été perdue de vue. Le Gouvernement suit attentivement les études poursuivies à ce sujet en France et en Allemagne. De son côté, il a fait procéder à des expériences qui ont établi que, dans la situation actuelle, l'usage de l'alcool dénaturé serait moins économique en Belgique que celui du pétrole.

Si en France et en Allemagne la consommation de l'alcool à brûler a pris quelque développement, c'est grâce surtout aux droits de douane élevés qui frappent le pétrole dans ces pays.

La section centrale constate avec satisfaction, que le Gouvernement continue à se préoccuper de la question de la dénaturation de l'alcool. Elle se demande cependant, si la Belgique n'est pas restée en arrière des pays voisins. Il semble en effet que des progrès importants ont été réalisés en France et en Allemagne et que dans ces deux pays l'usage de l'alcool dénaturé a pris une grande extension tant pour l'éclairage que pour le chauffage.

C'est ce que constate, dans un rapport fait par lui à la séance du 8 janvier dernier à la Société centrale d'agriculture, M. Everard, secrétaire de cette société.

Ce rapport signale les mesures prises par les Gouvernements français et allemand et appelle sur ces mesures l'attention du Gouvernement belge. Nous ne pouvons que nous associer aux vœux exprimés par la Société d'agriculture de voir le gouvernement s'inspirer, dans la plus large mesure possible de l'exemple des pays voisins. Ces pays n'ont pas attendu pour favoriser l'usage de l'alcool dénaturé que le véritable dénaturant soit trouvé, et ils sont arrivés cependant à d'excellents résultats sans avoir à se plaindre des fraudes que l'on redoute en Belgique.

Pourquoi ne pourrions nous arriver aux mêmes résultats.

L'institution du « Cheks und clearing Verkerh » a été soulevée à la 4^{me} section. Déjà l'an dernier, elle avait donné lieu à une question posée au Gouvernement : aussi la section centrale n'a pas cru devoir la reproduire cette année. La réponse du Gouvernement se trouve du reste longuement détaillée dans le rapport de l'honorable M. Lepaige, sur le Budget des Finances et des Travaux publics pour 1901.

VI.

En dehors des questions posées par les sections et reprises par la section centrale : une autre question a encore été posée au Gouvernement. Elle est ainsi conçue :

« Le Gouvernement ne pourrait-il accorder, par application de l'article 49 de la loi du 4 mars 1846, la ristourne des droits d'entrée sur les bois qui servent à la construction des wagons vendus à l'étranger ? »

Le Gouvernement y a donné la réponse suivante :

« A différentes reprises, le Département des finances a été saisi de demandes tendant à obtenir l'admission, en franchise temporaire des droits d'entrée, des bois destinés, non seulement à la construction de wagons, mais aussi à la confection de portes, de châssis, de meubles, etc., pour l'exportation.

« Les demandes n'ont pu être accueillies à cause des difficultés que présenterait la vérification des quantités exportées, et aussi parce qu'il ne serait pas possible de se prémunir contre les substitutions frauduleuses. »

Des membres de la section centrale estiment que les motifs invoqués par le Gouvernement pour refuser l'application de l'article 40 de la loi du 4 mars 1846 ne sont pas fondés. Ils signalent un arrêté ministériel du 23 mai 1900, relatif à l'entrée en franchise des matériaux servant à la construction, à l'armement, au gréement et à l'ameublement des navires et bateaux, et invoquent cette application de l'article 40 comme visant un cas analogue à celui visé ci-dessus.

Ils se demandent pourquoi les constructeurs d'instruments servant aux transports par terre doivent être soumis à un régime différent de celui auquel sont soumis les constructeurs des bâtiments servant aux transports par eau.

La section centrale attire l'attention de M. le Ministre des Finances sur ces observations.

*
* * *

A l'article 32 du budget relatif « aux études de projets — levés de plans — adjudications, etc. » un membre de la section centrale a fait observer que le nombre des agents subalternes de l'État, chargés des opérations sur le terrain et de la levée des plans était insuffisant et qu'il y avait lieu de prendre

des mesures pour le développer. Il estime qu'un appel doit être fait aux chefs des établissements d'enseignement et au Gouvernement pour que des cours spéciaux soient établis aux fins de créer de bons agents.

La section centrale signale ces observations à l'examen de M. le Ministre des Finances.

B. — *Budget des travaux publics.*

Les procès-verbaux des sections ne relatent en ce qui concerne la partie du budget relative aux travaux publics, qu'un certain nombre de questions que différents membres ont désiré voir poser au Gouvernement.

La section centrale a repris la plupart de ces questions et les a soumises à M. le Ministre des Finances.

Nous les insérons ici avec les réponses du Gouvernement et les observations auxquelles elles ont donné lieu au sein de la section centrale.

1^{re} QUESTION.

Le crédit de 4,800,000 francs, figurant à l'article 33 du budget, n'est-il pas employé aussi pour la construction de nouvelles routes ?

RÉPONSE.

Ce crédit est appliqué exclusivement aux objets indiqués au libellé de l'article.

La section centrale en posant cette question au Gouvernement avait surtout en vue le crédit de 3,915,000 francs porté au littéra *a* de l'article 33. Ce crédit est libellé en ces termes : « routes, entretien ordinaire ». Elle craignait que partie de ce crédit ne fut affectée à la construction de routes nouvelles ; aussi est-ce avec satisfaction qu'elle a appris, qu'il était exclusivement réservé à l'entretien des routes.

Des plaintes nombreuses, en effet, se sont élevées à différentes reprises concernant l'entretien des routes de l'État et en fait pour plusieurs de ces routes elles sont fondées. Il importe donc que des crédits importants soient mis à la disposition du Gouvernement pour la réfection de ces routes et la section centrale ne peut qu'engager M. le Ministre des Finances et des Travaux publics à faire exécuter le plus de travaux de réfection possible.

2^e QUESTION.

Ne pourrait-on améliorer le service des plantations le long des routes et des canaux ?

N'y aurait-il pas avantage à le confier à l'administration des eaux et forêts ?

RÉPONSE.

Le service des plantations le long des routes et des canaux s'améliore de jour en jour, et le Gouvernement estime qu'il n'y aurait aucun avantage à le confier à l'administration des eaux et forêts. Il y aurait, au contraire, de sérieux inconvénients à compliquer les choses en répartissant les services des voies de communication dont il s'agit entre deux administrations ressortissant à des départements ministériels différents, ce qui

pourrait donner naissance à des conflits et amènerait certainement une augmentation de dépenses dans l'ensemble de ces services.

Il est d'ailleurs à remarquer qu'il ne s'agit dans l'espèce de plantations forestières, mais de plantations d'alignement pour lesquelles le choix des essences doit varier, d'après les indications de l'expérience, avec la nature des terrains de déblai ou de remblai, avec l'exposition de ces terrains la composition de la chaussée et le genre de circulation, tous éléments que les agents des ponts et chaussées sont le mieux à même d'apprécier.

3° QUESTION.

Le Gouvernement se propose-t-il d'établir à bref délai le pont transbordeur sur l'Escaut en face d'Anvers ?

RÉPONSE.

Répondant à une question posée par la section centrale du budget extraordinaire de 1901, le Gouvernement a fait remarquer que l'ouverture à donner au pont-transbordeur ne pourra être arrêtée qu'après qu'une décision sera intervenue au sujet de l'amélioration générale de l'Escaut en aval d'Anvers.

Voulant faciliter les communications entre les deux rives du fleuve, le Gouvernement vient de doubler le service du passage d'eau par bateau à vapeur d'Anvers à la Tête de Flandre.

La Section centrale regrette que la question du transbordeur semble encore loin d'être résolue, et elle ne peut qu'exprimer le vœu de voir le Gouvernement donner satisfaction le plus tôt possible aux réclamations des habitants du pays de Waes et à tous les intéressés. Elle fait de plus observer qu'à la date du 3 mai 1900, une décision a été prise par la Chambre en faveur du transbordeur et qu'un crédit a été inscrit au budget extraordinaire aux fins de l'établir.

Cette question du transbordeur sur l'Escaut à Anvers, amène tout naturellement à dire quelques mots des communications entre les deux rives de l'Escaut, dans la partie du fleuve entre Anvers et Termonde, soit sur un parcours d'environ 7 lieues. Entre ces deux villes il n'existe que quelques passages d'eau au moyen de barques et de pontons, et il y a un seul pont, celui du chemin de fer de Malines-Terneuzen à Tamise, destiné uniquement au passage des trains, mais auquel est annexée une passerelle sur laquelle peuvent passer les piétons moyennant paiement d'une taxe. Sur les deux

rives de l'Escaut, tant dans l'arrondissement de Saint-Nicolas et de Termonde d'une part, que dans les arrondissements d'Anvers et de Malines d'autre part, se trouvent cependant de nombreux et riches villages, des centres industriels qui trouveraient dans des communications faciles une nouvelle source de prospérité et d'extension.

Il est donc hautement désirable que le Gouvernement se préoccupe de la question des communications entre les deux rives de l'Escaut. A cet égard il pourrait donner une première satisfaction à de nombreux intéressés :

- 1° En accordant le transbordeur à Anvers ;
- 2° En rachetant la passerelle du pont de Tamise.

Quant à ce second point : nous nous permettons de rappeler les demandes des conseils provinciaux intéressés, de la ville de Saint-Nicolas et d'un grand nombre de communes des arrondissements de Malines et de Saint-Nicolas. Ces demandes ont fait l'objet d'une correspondance entre la Société du chemin de fer Malines-Terneuzen et le Ministère des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, et nous espérons qu'une entente s'établira entre l'Etat et la Société pour donner satisfaction aux nombreux intéressés.

4^e QUESTION.

Le Gouvernement compte-t-il entamer à bref délai les travaux d'amélioration du canal de Gand à Ostende ? Dispose-t-il de crédits suffisants pour ces travaux ?

RÉPONSE.

L'état d'avancement des études ne permet pas encore de fixer la date à laquelle les travaux d'amélioration du canal de Gand à Ostende seront entamés ; mais le Gouvernement a pris toutes les mesures nécessaires pour pouvoir mettre la main à l'œuvre dans le plus bref délai possible.

Un premier crédit de 500,000 francs a été alloué pour cet objet par la loi du budget extraordinaire de 1901.

La section centrale espère que le Gouvernement pourra réaliser le plus promptement possible son désir de mettre la main à l'œuvre.

5^e QUESTION.

Quand le Gouvernement compte-t-il poursuivre les travaux de la dérivation de la Dyle, à Malines ?

RÉPONSE.

Des emprises supplémentaires sont nécessaires pour la continuation des travaux en question ; on espère que les acquisitions seront réalisées très prochainement.

Les travaux de la dérivation de la Dyle, à Malines, sont entamés depuis plusieurs années et il importe que ces travaux puissent enfin être achevés.

Aussi faut-il espérer que le Gouvernement donne des instructions pour que les acquisitions de terrain, dont parle la réponse ci-dessus,

puissent se réaliser à très brève échéance, et que la mise en adjudication de la dernière partie des travaux se fasse le plus promptement possible.

La section centrale a pleine confiance dans les bonnes dispositions du Gouvernement à cet égard, et espère une prompte solution.

6^e QUESTION.

Les ascenseurs du canal du Centre seront-ils bientôt mis en adjudication?

RÉPONSE.

Il ne reste plus à exécuter que les parties métalliques des trois derniers ascenseurs.

Les projets définitifs de ces ouvrages sont très avancés; l'entreprise pourra être mise en adjudication dans le courant du second semestre de la présente année.

La réponse du Gouvernement permet d'espérer que les intéressés obtiendront satisfaction à brève échéance et la section centrale ne peut qu'insister pour qu'il en soit ainsi.

7 QUESTION.

Le Gouvernement a-t-il prévu les crédits nécessaires pour la dérivation de l'Ourthe?

RÉPONSE.

Un crédit de 2,000,000 francs a été alloué au budget extraordinaire de 1900, pour l'amélioration de l'Ourthe.

La somme disponible sur cette allocation permettra de faire face en partie aux dépenses à résulter des travaux de la dérivation. De nouveaux crédits extraordinaires seront sollicités au budget extraordinaire de 1902.

La réponse donnée par le Gouvernement fait espérer que les travaux seront exécutés le plus promptement possible et la section centrale le constate avec satisfaction.

8^e QUESTION.

Le Gouvernement a-t-il l'intention de reprendre la Dendre navigable? Où en est l'enquête promise en ce qui concerne l'entretien des ouvrages d'eau de la Dendre?

RÉPONSE.

Le Gouvernement ne peut que se référer aux renseignements qu'il a fournis l'année dernière en réponse à une demande semblable émanée de la section centrale du budget du Ministère des Finances et des Travaux publics pour l'exercice 1901.

9^e QUESTION.

L'augmentation de 15,800 francs à l'article 36 du budget est-elle bien motivée par une hausse des prix des combustibles?

RÉPONSE.

La hausse des prix des combustibles n'est que l'un des motifs invoqués dans la note préliminaire pour justifier l'augmentation.

10^e QUESTION.

Quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne l'arc du Cinquantenaire?

RÉPONSE.

La substitution de l'électricité au gaz pour l'éclairage d'une partie du Palais de Justice présente des avantages qui ont pour contre-partie une augmentation de dépense.

A plusieurs reprises des crédits supplémentaires, à l'article en question, ont dû être demandés.

On s'est borné, pour le moment, à achever la construction des pieds-droits, y compris le placement définitif des pierres, dont plusieurs n'avaient été posées que provisoirement, à la veille de l'ouverture de la dernière exposition.

Le Gouvernement estime que l'achèvement de l'arcade doit céder le pas à d'autres travaux d'une utilité plus immédiate; tels sont, notamment, les travaux d'aménagement de l'aile gauche du Palais du Cinquantenaire, indiqués dans la réponse à la question n° XVII posée par la section centrale du Budget des Finances et des Travaux publics pour 1901.

Telles sont les observations et les questions qui ont été soumises à la section centrale et que celle-ci, à son tour, croit devoir communiquer à la Chambre.

Le budget a été admis par la majorité des membres de la section centrale et en conséquence nous en proposons l'adoption par la Chambre.

Le Rapporteur,

ALBERT LEFEBVRE.

Le Président,

W. HEYNEN.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 FEBRUARI 1902.

Begrooting van 't Ministerie van Financiën en Openbare werken voor het dienstjaar 1902 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽¹⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER LEFEBVRE

MIJNE HEEREN,

De kredieten, in 1901 voor de begrooting van Financiën en Openbare Werken toegekend, beloopten 34,742,545 frank.

Het ontwerp van begrooting voor het dienstjaar 1902 voorziet 34,498,820 frank uitgaven.

Dus is er 243,525 frank minder uitgaven in 1902.

Het cijfer 34,742,545 frank voor 1901 bestaat uit :

Gewone uitgaven	fr. 31,512,345	»
Buitengewone uitgaven	3,230,000	»

In 1902 bevat het cijfer 34,498,820 frank :

Gewone uitgaven	fr. 31,722,820	»
Buitengewone uitgaven	2,776,000	»

Dus is er op de gewone uitgaven, voor het dienstjaar 1902 geraamd, eene verhooging van 210,475 frank, vergeleken met het voorgaande, terwijl de buitengewone uitgaven met 454,000 frank zijn verminderd.

In de Toelichting der begrooting voor 1902, geeft de Regeering de redenen der toeneming van de gewone uitgaven op; deze redenen bleven in de afdeelingen en in de Middenafdeeling onbesproken; daarom achten wij het overbodig ze hier te herhalen.

(1) Begrooting n^o 4, XII.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer HEYNEN, bestond uit de heeren FÉRON, HELLEPUTTE, VISART DE BOCARNÉ, WAROCQUÉ, DE BRUYN en LEFEBVRE.

ONDERZOEK DER BÉGROOTING IN DE AFDEELINGEN.

Te oordeelen naar de processen-verbaal der afdeelingen, was de beraadslaging over de begrooting er zeer kort, en stelden de leden, die er deel aan namen, slechts een zeker getal vragen, welke de Middenafdeeling onderzocht.

De 1^{ste} afdeeling nam de begrooting aan met 12 ja en 2 onthoudingen;

De 2^o afdeeling, met 10 ja, tegen 2 neen en 2 onthoudingen;

De 5^o afdeeling, bij eenparigheid min 1 onthouding;

De 4^o afdeeling, met 10 stemmen tegen 1 en 3 onthoudingen;

De 5^o afdeeling, bij eenparigheid min 1 onthouding;

De 6^o afdeeling, met 9 stemmen tegen 4.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

Door toedoen van den heer Voorzitter der Kamer, kreeg de Middenafdeeling onderstaand schrijven van den heer Minister van Financiën en Openbare Werken :

MINISTERIE VAN FINANCIËN

EN

OPENBARE WERKEN.

Brussel, 22 Januari 1902.

*Den Heere Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,
te Brussel.*

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer U eene nota over te maken, rakende twee amendementen op het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Financiën en Openbare Werken voor het dienstjaar 1902.

Ten gevolge van die amendementen, is gemeld ontwerp van begrooting bepaald :

1 ^o Voor gewone uitgaven op	fr. 31,726,230
2 ^o Voor uitzonderlijke uitgaven op	2,776,000
Te zamen.	fr. 34,502,230

Gelief, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering van mijne hoogachting te aanvaarden.

De Minister,

(Ond.) P. DE SMET DE NAEYER.

Onderstaande nota was dien brief toegevoegd :

NOTA

AMENDEMENTEN.

1^{re} Section. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE II.

ADMINISTRATION DE LA TRÉSORERIE ET
DE LA DETTE PUBLIQUE DANS LES PRO-
VINCES.

ART. 9. — *Traitements d'activité
et de disponibilité des agents du Tré-
sor* fr. 177,200

ART. 10. — *Frais de bureau, de
commis, de loyer, etc., des agents
du Trésor* fr. 58,800

1^{ste} Sectie. — Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK II.

BESTUUR DER THESAURIE EN DER
OPENBARE SCHULD IN DE PROVINCIEN.

ART. 9. — *Jaarwedde van de in
dienst zijnde en in beschikbaarheid
gestelde agenten der Schatkist,
fr. 177,200*

ART. 10. — *Bureel-, klerk-, huur-
kosten, enz., der agenten der Schat-
kist* fr. 58,800

Deze kredieten leveren wederzijds eene verhooving op van 2,000 frank en 1,500 frank, vergeleken met de geraamde cijfers der begrooting.

Die aldus gevraagde verhooving is 't gevolg van het koninklijk besluit van 2 December 1901, waarbij het gemengd agentschap der Schatkist, te Sint-Nicolaas, tot werkelijk agentschap van 4^e klasse wordt gemaakt, en, voor artikel 10, 't gevolg der noodwendige verhooving van de vergoeding, den agent der Schatkist te Leuven wegens kantoorkosten verleend. Voor mogelijke behoeften, bevat het krediet onder artikel 10 eene lichte reserve van 200 frank.

Na kennis te hebben genomen van de aangevoerde beweegredenen voor die amendementen, achtte de Middenafdeeling deze gegrond en stelt zij de Kamer voor, ze aan te nemen.

Zij bevindt dat, ten gevolge van die amendementen, de gewone uitgaven der begrooting voor 1902 gebracht zijn op 31,726,320 frank en de gezamenlijke begrooting 54,502,320 frank bedraagt, dus 3,500 frank meer dan 't cijfer der oorspronkelijke begrooting.

Vervolgens onderzocht de Middenafdeeling de vragen, door de afdeelingen opgeworpen, en rangschikte ze naardien zij tot de eigenlijke begrooting van Financiën of die van Openbare Werken behooren.

A. — *Begrooting van Financiën.*

I.

Een lid der 1^{ste} afdeeling vraagt dat door den toldienst het invoeren van landbouwvoortbrengselen voor bewoners der grensstreek vergemakkelijkt worde. Herhaaldelijk werd dit vraagstuk, van groot belang voor Belgische landbouwers, die de grenzen bewonen en akkers bearbeiten op 't grondgebied van een der naburende landen, aan de Regeering onderworpen.

Ook twijfelt de Middenafdeeling niet of de Regeering zich daarmee onledig hield, en vereenigt ze zich met het lid der 1^{ste} afdeeling, die dacht het te moeten herinneren, opdat er eene voor de belanghebbenden bevredigende oplossing kome.

II.

In de 2^o en 3^o afdeeling was er spraak van de kadastrale indeeling. Verschillende leden wenschten vooral te weten hoeverre die indeeling gevorderd is, en wat de arbeid kosten zal. Om dien wensch te beantwoorden, stelde de Middenafdeeling de Regeering onderstaande vragen, die wij hier laten volgen met het antwoord daarop :

1^{ste} VRAAG.

Is de kadastrale indeeling van den bebouwdten eigendom nagenoeg ten einde?

Is zij aangevangen voor de nijverheidsgebouwen?

2^o VRAAG.

Hoeveel bedragen de uitgaven der kadastrale indeeling en hoe werden de kredieten, sedert 1894 op de begrooting uitgetrokken, gebruikt?

ANTWOORD.

De herziening der kadastrale raming is afgelopen voor de huizen en daarmee gelijkgestelde gebouwen.

Eerlang wordt hetzelfde werk ondernomen voor nijverheidsgebouwen.

ANTWOORD.

Op 30 November 1901, was voor de kadastrale indeeling fr. 1,928,446-70 uitgegeven.

Met de kredieten, uitgetrokken op de begrootingen van 1894 en 1895, werden uitgaven bestreden, voor het regelen der kadastrale oorkonden.

De kredieten der begrootingen van 1896 tot 1901, strekten tot vergelding van den arbeid, opgeleverd door de nieuwe kadastrale schatting der bebouwde eigendommen.

Het krediet, op de begrooting voor 1902 uitgetrokken, is bestemd tot het dekken der kosten voor de herziening der inkomsten van werkplaatsen, fabrieken, enz., alsmede dergene van onbebouwde gronden, sedert de inrichting van het kadaster opbrengend gemaakt.

Uit het antwoord der Regeering op beide bovenstaande vragen blijkt dat de kosten der kadastrale indeeling fr. 1,928,446-70 beliepen op 30 November 1901.

Onderstaande tabel geeft overigens de kredieten op, sedert 1894 door de Wetgeving toegekend voor de kadastrale indeeling, vergeleken met de uitgaven, door middel van elk dier kredieten gedaan :

			Gestemd krediet.	Gedane uitgaven.
			—	—
Begrooting voor 1894, regeling der kadastrale oorkonden.	fr.		150,000 »	90,227 57
— 1895, —			300,000 »	271,955 13
— 1896, herziening der kadastrale schattingen.	fr.		1,500,000 »	357,745 77
— 1897, —			1,500,000 »	793,876 06
— 1898, —			1,500,000 »	97,991 98
— 1899, —			700,000 »	107,549 37
— 1900, —			700,000 »	170,681 52
— 1901, —			500,000 »	41,013 70
			Fr.	1,931,021 26

De uitgaven, in bovenstaande tabel vermeld, bedragen fr. 2,574-56 meer dan het antwoord der Regeering opgeeft, doch dit verschil is hieraan te wijten, dat de in de tabel aangeteekende uitgaven werden vastgesteld op 31 December 1901, terwijl die, welke het antwoord van den heer Minister van Financiën opgeeft, op 30 November 1901 waren vastgesteld.

Het regelen der kadastrale oorkonden en de kadastrale herziening van den bebouwd en eigendom — die voor werkplaatsen, fabrieken, enz., uitgezonderd — zal, zooals het antwoord der Regeering opgeeft, nagenoeg 2,000,000 frank kosten.

Met voldoening verneemt de Middenafdeeling dat de herziening der kadastrale schatting voor de huizen en daarmee gelijkgestelde gebouwen is afgelopen en dat eerlang hetzelfde werk wordt ondernomen voor de nijverheidsgebouwen.

Het antwoord op de vragen aan de Regeering gaven de Middenafdeeling aanleiding zich in te laten met sommige andere punten der kadastrale herziening.

Vooreerst denkt zij de Regeering indachtig te moeten maken op dezer herhaalde belofte een wetsontwerp tot inrichting der grondbelasting over te leggen, met eene bepaling volgens welke ieder grondeigenaar, die meent overschat te zijn, onder te bepalen voorwaarden op gezette tijden herziening mag vragen van de kadastrale schatting zijner eigendommen.

Dat is eene noodzakelijke wet. Want, zoo de Regeering eenerzijds het inzicht uitdrukt, perceelen te doen schatten, eerst als heide, onbruikbare, onbebouwde gronden, enz., ingeschreven en thans tot bouwland, weide, bosch, vervormd of anderszins opbrengend gemaakt, is het niet meer dan

billijk de eigenaars die bouwland tot bosch, bosch tot weide, enz., moesten maken, en wier inkomen aldus verminderde, eene nieuwe schatting van te hoog aangeslagen perceelen te veroorloven.

Overigens dient zoowel de fiscus als ieder belanghebbend eigenaar het recht te hebben herziening te vragen van schattingen.

De Regeering is vanzins de onbebouwde eigendommen, die opbrengend werden gemaakt, te doen herzien. Toch mag het der aandacht van den heer Minister van Financiën niet ontgaan, dat het vaak zware offers kostte om die eigendommen opbrengend te maken; dat er met die offers rekening dient gehouden, en dat die eigendommen niet al te zwaar belast mogen worden. Moest de fiscus onmiddellijk eene kadastrale schatting doen, met het wezenlijk inkomen van het eigendom tot grondslag, onaangemerkt de geldoffers der eigenaars of gebruikers, voorzeker zouden zware lasten op den eigendom drukken. Ook is de Middenafdeeling van oordeel dat die toestand niet onverlet mag blijven, en met genoegen zou zij aan de wet eene bepaling zien toevoegen, waarbij het nieuw kadastraal inkomen der eigendommen, welker wezenlijk inkomen vermeerderde door het opbrengendmaken, tot het vijfvoudige van het tegenwoordige kadastraal inkomen wordt beperkt.

Ook met de wijze van schatting van het inkomen der beboschte eigendommen hield de Middenafdeeling zich bezig en ze wenschte daarover het oordeel der Regeering in te winnen. Daartoe stelde zij haar onderstaande vraag :

3^o VRAAG.

Wat zijn de grondslagen voor het schatten van 't kadastraal inkomen der beboschte eigendommen?

ANTWOORD.

Bij de eerste kadastrale opneming, werden de bosschen met hout dat bestemd is om geveld te worden, geschat naar den middelprijs des jaarlijksche velling, mits aftrek van de kosten voor onderhoud, bewaking en aanvulling, en de bosschen zonder geregelde velling naar vergelijking met de overige bosschen van de gemeente of het kanton. (Art. 67 en 68 der wet van frimaire jaar VII.)

De beboschte eigendommen worden opnieuw geschat naar den gewonen prijs van hunne gewone jaarlijksche velling, mits aftrek der kosten voor bewaking, onderhoud en aanvulling. Daarenboven hoeft die verkoopprijs worden beschouwd als het jaarlijksch inkomen, samengesteld voor den ganschen duur der ontginning (15, 20, 25, 30 jaar of meer).

Sommige leden der Middenafdeeling stelden zich de vraag of die schattingswijze, door de Regeering aangenomen, wel de beste was. In vele gevallen, zeggen zij, zullen de eigenaars, om eene te hooge belasting te ontgaan, bosschen van groote waarde doen verdwijnen en de jaarlijksche regelmatige velling daarlaten. Ze beweren dat, wordt als grondslag genomen de waarde die zich ter plaatse bevindt, hakhout, houtgewas, boomen enz., men geraakt tot een aanzienlijk kapitaal, dus ook een aanzienlijk inkomen, en in dat geval zal de hooge belasting de eigenaars aanzetten zich van de bosschen te ontmaken.

Zij achten het raadzamer het kadastraal inkomen van het opbrengstvermogen van den grond te nemen, niet het natuurlijk opbrengstvermogen, maar wel zooals het volgt uit de gedane verbeteringen om de opbrengst te verhoogen.

Op deze bedenkingen vestigt de Middenafdeeling de welwillende aandacht van den heer Minister van Financiën.

III.

In de 3^o afdeeling vroeg een lid dat de Regeering eene naamlijst zou leveren van de gepensioneerde ambtenaren en officieren, die, behalve hun pensioen, eene jaarwedde, vergoeding of vergelding ten laste der begrooting trekken.

Die vraag werd door de Middenafdeeling gesteld, en ziehier het antwoord der Regeering :

1^o VRAAG.

Kan de Regeering eenen naamstaat leveren van de gepensioneerde ambtenaren of officieren, die, behalve hun pensioen, eene jaarwedde, vergoeding of vergelding ten laste der begrooting trekken?

ANTWOORD.

Het Departement van Financiën en Openbare Werken mist de noodige inlichtingen voor dien naamstaat : het Bestuur der openbare schuld kent, buiten 't genot van 't pensioen, niet den toestand der gepensioneerde ambtenaren en officieren. Voorzeker genieten niet velen ten laste der begrooting eene jaarwedde, vergoeding of andere vergelding; doch om daarvan eene lijst op te maken, dient men zich te wenden tot al de besturen die gepensioneerden van den Staat, om 't even ten welken titel, zouden in dienst nemen. Ongetwijfeld kan dergelijk onderzoek worden ingesteld, zoo de Kamer het verlangt, doch 't zou een tijdlang duren en 't is niet goed te begrijpen om welk openbaar belang dergelijk werk verricht worden en welk practisch nut het opleveren zou.

IV.

In de 5^o afdeeling werd gesproken over het ontaarden van alcohol, en ook de Middenafdeeling deed het.

Onderstaande vraag werd den heer Minister van Financiën gesteld :

5^o VRAAG.

Hoe staat het met de studiën over ontaarding van alcohol ?

ANTWOORD.

Behoudens zeer zeldzame uitzonderingen, werden de nijveraars, die het gevraagd hadden, gemachtigd gebruik te maken van ontaarden alcohol, met gedeeltelijke of geheele ontslag van accijnsrecht

Ook werd het ontaarden van alcohol voor verwarming en verlichting niet uit het oog verloren. De Regeering gaat aandachtig de studiën na, die daarover in Frankrijk en Duitschland worden voortgezet. Ze stelde harerzijds proefnemingen in, waaruit bleek dat thans het gebruiken van ontaarden alcohol in België duurder zou kosten dan dit van petroleum.

Zoo in Frankrijk en Duitschland het verbruik van alcohol als brandstof zekere uitbreiding nam, dan is 't vooral te wijten aan de hooge tolrechten op petroleum in die landen.

Met voldoening ziet de Middenafdeeling dat de Regeering zich voortdurend inlaat met het vraagstuk van alcoholontaarding. Toch heeft ze zich afgevraagd of België niet ten achter bleef bij de naburige landen Trouwens, naar 't schijnt, werd in Frankrijk en Duitschland merkelijke vooruitgang verwezenlijkt, en heeft, zoo voor verlichting als verwarming, in beide landen 't gebruik van ontaarden alcohol veel uitbreiding gekregen.

Dit wordt vastgesteld door den heer Everard, secretaris der Centrale Landbouwvereniging, in een verslag, door hem uitgebracht ter zitting van 8 Januari laatstleden, in die vereeniging.

In dit verslag wordt gewezen op de maatregelen, door de Fransche en de Duitse regeeringen genomen, en hierop de aandacht der Belgische Regeering gevestigd. We kunnen niet anders dan ons vereenigen met de wenschen, door de Landbouwvereniging uitgedrukt, opdat de Regeering zooveel mogelijk het voorbeeld der naburige landen volgen zou. Deze landen hebben niet gewacht om 't gebruik van ontaarden alcohol te bevorderen tot het wezenlijk ontaardingsmiddel gevonden zij, en toch verwierven zij uitmuntende uitslagen, zonder te moeten klagen over smokkelhandel, die in België zoozeer wordt geducht.

Waarom zouden we niet tot dezelfde uitslagen kunnen geraken?

De instelling van het « Cheks und clearing Verkehr » werd in de 4^e afdeeling opgeworpen. Reeds verleden jaar, werd daarover aan de Regeering eene vraag gesteld; ook achtte de Middenafdeeling het onnoodig ze ditmaal te herhalen. Overigens is het antwoord der Regeering omstandig opgegeven in het verslag van den achtbaren heer Lepaige, over de begrooting van Financiën en Openbare Werken voor 1901.

VI.

Behalve de vragen der afdeelingen, door de Middenafdeeling overgenomen, werd nog onderstaande vraag aan de Regeering gesteld :

« Kan de Regeering, bij toepassing van artikel 49 der wet van 4 Maart 1846, niet de invoerrechten terugbetalen op hout tot het vervaardigen van waggons, in den vreemde verkocht? »

De Regeering gaf tot antwoord :

« Herhaaldelijk werd aan het Departement van Financiën gevraagd, mits tijdelijke ontslaging van invoerrechten, hout te mogen invoeren, niet slechts voor het bouwen van waggons, maar ook voor deuren, vensterramen, meubelen, enz., tot den uitvoer bestemd.

« Die vragen konden niet worden ingewilligd, omdat het te moeilijk is de uitgevoerde hoeveelheden na te gaan en bedrieglijke vervanging onmogelijk geweerd kan worden. »

Sommige leden achten de redenen, door de Regeering ingeroepen tot het weigeren der toepassing van artikel 40 der wet van 4 Maart 1846, ongegrond. Zij herinneren een ministeriëel besluit van 23 Mei 1900, op den vrijen invoer van materialen voor het bouwen, toerusten, optakelen en meubileren van stoombooten, en beweren dat die toepassing van artikel 40 een geval beoogt in den aard van boven bedoeld.

Ze vragen zich af waarom zij die tuigen bouwen voor vervoer te lande, anders moeten worden behandeld als zij die schepen voor vervoer te water bouwen.

Op deze aanmerkingen vestigt de Middenafdeeling de aandacht van den heer Minister van Financiën.

* * *

Bij artikel 32 der begrooting : « Bestudeeren van ontwerpen — lichten van plannen — aanbestedingen, enz. », doet een lid der Middenafdeeling opmerken dat er niet genoeg ondergeschikte beambten van den Staat zijn, om verrichtingen ter plaatse te doen en plannen te lichten, en dat er maatregelen dienen genomen om ze te vermeerderen. Hij denkt dat er een beroep moet gedaan worden op de hoofden van onderwijsgestichten en op de Regeering, voor het inrichten van bijzondere leergangen tot het opleiden van goede beambten.

B. — *Begrooting van Openbare Werken.*

Over 't gedeelte der begrooting, dat de openbare werken betreft, vermelden de processen-verbaal der afdeelingen niets anders dan een aantal vragen, die verschillende leden de Regeering wenschten te stellen.

De Middenafdeeling nam het meerendeel van die vragen over en legde ze den heer Minister voor.

Ze volgen hier, met het antwoord der Regeering en de opmerkingen der Middenafdeeling.

1^{ste} VRAAG.

Wordt het krediet van fr. 4,800,000, onder artikel 33 der begrooting, niet insgelijks gebruikt voor het maken van nieuwe wegen?

ANTWOORD.

Dit krediet dient enkel voor de zaken die in den tekst van het artikel vermeld staan.

Toen de Middenafdeeling die vraag aan de Regeering stelde, beoogde zij vooral het krediet van 3,915,000 frank, onder *littera a* van artikel 33 uitgetrokken. Dit krediet geldt voor « wegen, gewoon onderhoud ». Ze vreesde dat een gedeelte van dit krediet gebruikt zou worden voor het maken van nieuwe wegen : ook vernam zij met genoegen dat het uitsluitend is bestemd voor onderhoud van wegen.

Er zijn, trouwens, herhaaldelijk klachten opgerezen over het onderhouden van Staatswegen, en voor vele van die wegen zijn ze gegrond. Dus hoeven aanzienlijke kredieten ter beschikking van de Regeering gesteld, voor het hermaken dier wegen, en de Middenafdeeling kan enkel den heer Minister van Financiën en Openbare Werken aanraden zooveel mogelijk herstellingswerken te doen verrichten.

2^e VRAAG.

Kan de dienst der beplantingen langs banen en vaarten niet verbeterd worden?

Ware 't niet voordeelig dit toe te vertrouwen aan 't beheer van waters en bosschen?

ANTWOORD.

Van dag tot dag verbetert de dienst der beplantingen langs wegen en vaarten, en de Regeering is van oordeel dat het geen voordeel zou verschaffen hem aan 't beheer van waters en bosschen toe te vertrouwen. Integendeel zou het ernstige bezwaren opleveren, de zaken in te wikkelen door den dienst van bedoelde gemeenschapswegen te verdeelen tusschen twee beheeren, die onder verschillende ministeriële departementen staan, wat botsingen kan en voorzeker hoogere uitgaven zou verwekken voor die gezamenlijke diensten.

Overigens valt op te merken dat het

hier geene woudbeplanting geldt, maar wel planting in lijn, waarvoor de soorten, volgens de ondervinding leert, moeten verschillen naar gelang van den aard des aan- of afgevoerden gronds, van de ligging dier gronden, de samenstelling van den steenweg en den aard van 't verkeer, welke bestanddeelen de beambten van bruggen en wegen het best kunnen beoordeelen.

3^e VRAAG.

Is de Regeering van plan eerlang de hangbrug over de Schelde tegenover Antwerpen te maken ?

ANTWOORD.

In antwoord op eene vraag, gesteld door de Middenafdeeling der buitengewone begroting voor 1901, deed de Regeering opmerken dat de opening voor de hangbrug eerst dan bepaald kan worden, wanneer eene beslissing is genomen over de algeheele verbetering der Schelde stroomafwaarts Antwerpen.

Om 't verkeer tusschen beide oevers te vergemakkelijken, heeft de Regeering onlangs den overzetdienst per stoomboot van Antwerpen naar 't Vlaamsch Hoofd verdubbeld.

De Middenafdeeling betreurt dat het vraagstuk van de hangbrug nog verre van opgelost schijnt, en kan enkel den wensch uiten dat de Regeering zoo spoedig mogelijk toegeve aan de klachten van de bewoners van 't Land van Waas en van al de belanghebbenden. Daarenboven doet zij opmerken dat er den 5ⁿ Mei 1900 door de Kamer eene beslissing werd genomen ten voordeele der hangbrug en dat daartoe op de buitengewone begroting een krediet werd uitgetrokken.

Dit vraagstuk der hangbrug over de Schelde te Antwerpen geeft gansch natuurlijk aanleiding tot enkele woorden over de gemeenschap tusschen beide Scheldeoevers, op het gedeelte van de rivier tusschen Antwerpen en Dendermonde, dit is een weg van nagenoeg zeven mijlen. Tusschen beide steden bestaat slechts hier en daar een veer, om over te zetten met booten of ponten, en eene enkele brug, die voor den spoorweg Mechelen-Terneuzen, te Temsche, enkel dienende voor treinen, doch met een bruggetje voor voetgangers, mits betaling van bruggegeld. Toch tellen beide oevers der Schelde, zoo in het arrondissement Sint-Nicolaas en Dendermonde ter eenere als in de arrondissementen Antwerpen en Mechelen ter andere, talrijke welvarende dorpen, nijverheidscentrums, die in gemakkelijke gemeenschap eene nieuwe bron van voorspoed en nijverheid zouden vinden

Dus ware ten zeerste te wenschen dat de Regeering dacht aan de gemeen-

schap tusschen beide Scheldeoevers. Reeds nu kan zij talrijke belanghebbenden bevredigen door middel van :

1^o De hangbrug te Antwerpen ;

2^o Den afkoop van het tolbruggetje te Temsche.

Over dit tweede punt, veroorloven wij ons de vragen te herinneren van de belanghebbende provinciale raden van de stad Sint-Nicolaas en van een aantal gemeenten uit de arrondissementen Mechelen en Sint-Nicolaas. Over die vragen werd briefwisseling gevoerd tusschen de spoormaatschappij Mechelen-Terneuzen en het Ministerie van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen, en wij hopen dat de Staat en die Maatschappij zich zullen verstaan om de talrijke belanghebbenden te bevredigen.

4^o VRAAG.

Denkt de Regeering de verbeteringswerken der vaart van Gent naar Oostende eerlang aan te vangen? Beschikt ze daartoe over de noodige kredieten?

ANTWOORD.

De studiën zijn nog niet genoeg gevorderd om te kunnen bepalen wanneer de verbeteringswerken der vaart van Gent naar Oostende worden aangevangen; doch de Regeering nam reeds de noodige maatregelen om dit zoo spoedig mogelijk te kunnen.

Een eerste krediet van 500,000 frank werd daarvoor uitgetrokken op de buitengewone begroting voor 1901.

De Middenafdeeling hoopt dat de Regeering zoo spoedig mogelijk gevolg zal kunnen geven aan haren wensch om de hand aan 't werk te slaan.

5^o VRAAG.

Wanneer denkt de Regeering de werken tot afleiding der Dijle te Mechelen te kunnen aanvangen?

ANTWOORD.

Er moeten nog meerdere gronden worden afgenomen om bedoelde werken voort te zetten; men hoopt dat zij eerlang aangekocht zullen wezen.

De werken tot afleiding der Dijle te Mechelen zijn sedert jaren aangevangen en dienen eindelijk voltooid te kunnen worden.

Ook is het te hopen dat de Regeering onderichtingen zal geven, om de gronden, waarvan in bovenstaand antwoord spraak is, eerlang te kunnen aankopen, om het laatste gedeelte der werken zoodra mogelijk te kunnen aanbesteden.

De Middenafdeeling stelt volle vertrouwen in de goede voornemens der Regeering en hoopt op eene spoedige oplossing.

6^o VRAAG.

Worden de ophalers der vaart van het Centrum eerlang aanbesteed?

ANTWOORD.

Nog slechts de ijzerdeelen der drie laatste ophalers zijn te maken.

De eindontwerpen voor die werken zijn zeer gevorderd; de onderneming kan in den loop van het dit tweede halfjaar worden aanbesteed.

Volgens dit antwoord der Regeering is het te hopen dat de belanghebbers eerlang bevredigd zullen worden en daarop dringt ook de Middenafdeeling aan.

7^e VRAAG.

Heeft de Regeering de noodige kredieten voorzien tot afleiding der Ourthe?

ANTWOORD.

Een krediet van 2,000,000 frank werd op de buitengewone begrooting van 1900 uitgetrokken voor de verbetering der Ourthe.

Met de som, die daarvan beschikbaar blijft, kunnen de afleidingswerken gedeeltelijk worden betaald. Op de buitengewone begrooting voor 1902 worden opnieuw buitengewone kredieten aangevraagd.

Met voldoening doet de Middenafdeeling uitschijnen dat, volgens het antwoord der Regeering, verwacht mag worden dat die werken ten spoedigste volvoerd zullen zijn.

8^e VRAAG.

Ligt het in de inzichten der Regeering den bevaarbaren Dender af te koopen? Hoe staat het met het beloofd onderzoek over het onderhoud der waterwerken aan den Dender?

ANTWOORD.

De Regeering kan enkel verwijzen naar de inlichtingen, door haar verleden jaar gegeven in antwoord op eene dergelijke vraag van de Middenafdeeling der begrooting van Financiën en Openbare Werken voor het dienstjaar 1901.

9^e VRAAG.

Is de verhooging van 15,000 frank, onder artikel 36 der begrooting, wel gebillijkt door eenen opslag van den prijs der brandstof?

ANTWOORD.

De prijsverhoging der brandstof is slechts ééne van de redenen, in de inleidende nota aangevoerd om de verhoging te rechtvaardigen.

't Vervangen van gaslicht door electrisch licht in een gedeelte van 't Justitiepaleis levert voordeelen op, waartegen eene verhoging van kosten opweegt.

Op bedoeld artikel werden herhaaldelijk bijkredieten gevraagd.

10^e VRAAG.

Wat is de Regeering vanzins met den praalboog in het Halve-Eeuwfeest-park?

ANTWOORD.

Voor 't oogenblik heeft men slechts de bijpilaren gebouwd en bepaald die steeën geplaatst, waarvan vele slechts voorloopig waren gelegd, kort vóór de opening der jongste tentoonstelling.

De Regeering is van oordeel dat andere werken, van meer dadelijk nut, als daar

zijn het inrichten van den linkervleugel van het Halve-Eeuwfeest-paleis, opgegeven in het antwoord op de XVII^e vraag, door de Middenafdeeling der begrooting van Financiën en Openbare werken voor 1901, de voltooiing van den praalboog moeten voorafgaan.

Met voldoening doet de Middenafdeeling uitschijnen, dat volgens het antwoord der Regeering verwacht mag worden, dat die werken ten spoedigste volvoerd zullen zijn.

Dit zijn de opmerkingen en vragen, door de Middenafdeeling behandeld, en welke deze op hare beurt denkt aan de Kamer te moeten mededeelen.

De begrooting werd door de meerderheid der leden van de Middenafdeeling goedgekeurd, en bijgevolg stellen wij de Kamer voor ze aan te nemen.

De Verslaggever,

ALBERT LEFEBVRE.

De Voorzitter,

W. HEYNEN.
